

Cette communication a été faite à la Commission des poursuites, qui a examiné la demande d'autorisation de poursuites.

M. JOLIBOIS. — Je m'étonne que le gouvernement n'ait pas encore fait connaître à la Commission comment ces lettres sont-elles parvenues à la Commission pour la première fois.

Le gouvernement semble n'avoir qu'un but, arriver le premier au scandale et il y arrive.

M. GARNIER. — Je ne puis entendre d'abord les poursuites, sauf à entendre le gouvernement ensuite.

M. DUCY-DUMETIS. — Je pense qu'une explication avec le gouvernement est nécessaire pour savoir quelle était l'entente prise vis-à-vis de la Commission, s'il veut tout nous cacher, il vaut mieux s'en aller.

M. JOLIBOIS. — Je demande qu'on se mette pas la question de démission en discussion, il se sera sciemment pas à la décision de la majorité et il n'en reste qu'une seule, c'est de le démettre de sa démission.

MM. Brisson, de Villebois-Mareuil et Terrier reçoivent mission de se rendre chez le garde des sceaux pour lui demander de vouloir aujourd'hui donner des explications à la Commission.

### APRÈS LA SÉANCE DU MATIN

Dès que la séance de la Commission d'enquête a été levée, les commissaires se sont réunis dans le salon de la paix. MM. Bigot et Gauthier de Clagny rencontrèrent le chef de cabinet de M. Floquet et lui firent part de l'étonnement que leur a causé la brusque disparition de M. Floquet.

Le chef de cabinet dit, pour le défendre, que M. Floquet avait demandé la comparution de l'abbé de la Motte, ce qui n'avait pas à répondre à quelque question que ce fût.

Cet escamotage est naturellement très sévèrement apprécié.

**LE CAS DE M. FLOQUET**

Paris, 22 décembre. — La déposition de M. Floquet, contre son allié devant la Commission, précède le plus désastreux effet pour la Chambre. Celui-ci, se sentant atteint, fait supplier par ses amis qu'il ne soit pas poussé davantage au pied du mur où il est acculé, promettant en sus de se rendre à la séance de l'élection de la présidence de la Chambre, au mois de janvier prochain.

Un membre fort autorisé de la commission nous dit : « Par une déference voisine d'un peu de faiblesse, la commission n'a pu interrompre M. Floquet qui passait pressé de se voir et de se défendre. M. Floquet, qui n'est pas M. Rouvier, il est avéré que M. Floquet a canalisé, dans le sens de l'action gouvernementale l'argent qu'il savait pertinemment servir des poches des actionnaires et des obligataires du Panama. »

### LA SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Paris, 22 décembre. — La Commission prend séance à trois heures.

M. Brisson rend compte de sa démarche lundi soir, chez le garde des sceaux, pour communiquer la lettre signée : « Le Marchand. »

Il dit qu'il y est allé avec MM. de Villebois-Mareuil et Terrier. Le garde des sceaux les a fait ensuite conduire au cabinet du juge d'instruction, où les talons des chèques Thiérrie ont été mis sous leurs yeux.

### DÉPOSITION DE M. BOURGEOIS

HABITÉ DES SÉAUX

### INTÉRESSANTE DISCUSSION

M. BOURGEOIS raconte que lundi le juge d'instruction lui a fait venir M. Thiérrie, lui a fait serment, ébaucher M. Thiérrie a déclaré que les talons étaient à sa maison de Banque. On est allé les saisir.

M. Brisson demande quand il pourra avoir communication du dossier et des pièces saisies lors de la levée des sceaux.

M. BOURGEOIS, garde des sceaux. — Le juge d'instruction a laissé le dossier et a fait faire un scellé qui n'a été ouvert qu'hier.

Quant au dossier de la Dynamite, affaire Legny-Arton, il sera communiqué le plus tôt possible dans les mêmes conditions que le dossier Prinet sur le Panama.

M. BOURGEOIS. — Avez-vous vu les talons que ce qui sera utile, sans troubler le travail du juge d'instruction.

M. Barthou demande : y a-t-il eu des photographes des chèques saisis chez M. Thiérrie ?

M. LE GARDE DES SÉAUX. — Je ne sais rien que des talons divers. La Commission a transmis une lettre d'un photographe au nom de M. Adressé et qui contenait des indications utiles. J'ai fait prendre des renseignements.

M. Bigot appelle l'attention du garde des sceaux sur un passage de cette lettre qui lui paraît important.

M. MAURIN demande s'il sera possible de communiquer à la Commission d'enquête, au fur et à mesure, les documents saisis par le juge d'instruction, et qui peuvent intéresser la Commission.

M. LE GARDE DES SÉAUX. — Je ne refuse absolument à répondre à cette question.

M. GARNIER. — Le gouvernement communique-t-il à la Commission les talons des chèques, et le copie de lettres saisis hier ?

M. LE GARDE DES SÉAUX. — Il est trop tôt pour que je puisse répondre ; il faut au moins que le juge d'instruction ait examiné les pièces, et au point de vue de la défense. M. MAURIN insiste. A son sens, la Commission ne pourra plus rien faire : on ne doit communiquer les talons des chèques, du moins au point de vue de la défense, qui a examiné la demande d'autorisation de poursuites, qui a communiqué la plus tôt possible dans les mêmes conditions que le dossier Prinet sur le Panama.

M. MAURIN insiste. A son sens, la Commission ne pourra plus rien faire : on ne doit communiquer les talons des chèques, du moins au point de vue de la défense, qui a examiné la demande d'autorisation de poursuites, qui a communiqué la plus tôt possible dans les mêmes conditions que le dossier Prinet sur le Panama.

Commission ne saurait peut-être de ne pas exiger la remise de cette note.

M. BRISSON se rend au dépôt des talons de M. Floquet.

M. ANDRIEU. — J'ai une photographie de cette note ; je répète que cette note n'est pas de la main du baron, d'une telle Commission pourra facilement trouver la personne qui l'a écrite.

M. ANDRIEU lit cette note qui est sur une grande feuille de papier écolier, à l'adresse de M. Floquet, et qui est datée du 22 décembre. Elle est écrite au descriptif et est remplie de fautes d'orthographe, de mots et de phrases qui ne sont pas de la main du baron, d'une telle Commission pourra facilement trouver la personne qui l'a écrite.

M. ANDRIEU dit que cette note est datée du 22 décembre. Elle est écrite au descriptif et est remplie de fautes d'orthographe, de mots et de phrases qui ne sont pas de la main du baron, d'une telle Commission pourra facilement trouver la personne qui l'a écrite.

M. ANDRIEU dit que cette note est datée du 22 décembre. Elle est écrite au descriptif et est remplie de fautes d'orthographe, de mots et de phrases qui ne sont pas de la main du baron, d'une telle Commission pourra facilement trouver la personne qui l'a écrite.

M. ANDRIEU dit que cette note est datée du 22 décembre. Elle est écrite au descriptif et est remplie de fautes d'orthographe, de mots et de phrases qui ne sont pas de la main du baron, d'une telle Commission pourra facilement trouver la personne qui l'a écrite.

M. ANDRIEU dit que cette note est datée du 22 décembre. Elle est écrite au descriptif et est remplie de fautes d'orthographe, de mots et de phrases qui ne sont pas de la main du baron, d'une telle Commission pourra facilement trouver la personne qui l'a écrite.

M. ANDRIEU dit que cette note est datée du 22 décembre. Elle est écrite au descriptif et est remplie de fautes d'orthographe, de mots et de phrases qui ne sont pas de la main du baron, d'une telle Commission pourra facilement trouver la personne qui l'a écrite.

M. ANDRIEU dit que cette note est datée du 22 décembre. Elle est écrite au descriptif et est remplie de fautes d'orthographe, de mots et de phrases qui ne sont pas de la main du baron, d'une telle Commission pourra facilement trouver la personne qui l'a écrite.

M. ANDRIEU dit que cette note est datée du 22 décembre. Elle est écrite au descriptif et est remplie de fautes d'orthographe, de mots et de phrases qui ne sont pas de la main du baron, d'une telle Commission pourra facilement trouver la personne qui l'a écrite.

### LE PAPE & LA FRANCE

Le New-York Herald, publie cette dépêche de Rome :

« Le scandale de Panama n'a en rien changé les sentiments du Saint-Père. Au fond, le Vatican croit qu'il ne sortira que du bon des scandales actuels. »

« L'Espagne est le pays où les partis et la création d'un grand parti républicain respectueux des choses religieuses, ayant à sa tête des hommes de la nuance de M. Piou ont été le plus favorables à un grand parti socialiste. »

« Après la mort du comte de Chambord, le duc de B. y a vu un grand parti socialiste. »

« L'Espagne est le pays où les partis et la création d'un grand parti républicain respectueux des choses religieuses, ayant à sa tête des hommes de la nuance de M. Piou ont été le plus favorables à un grand parti socialiste. »

« Après la mort du comte de Chambord, le duc de B. y a vu un grand parti socialiste. »

« L'Espagne est le pays où les partis et la création d'un grand parti républicain respectueux des choses religieuses, ayant à sa tête des hommes de la nuance de M. Piou ont été le plus favorables à un grand parti socialiste. »

### CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du jeudi 22 décembre

Présidence de M. FLOQUET, président.

En attendant l'ouverture de la séance, on cause bruyamment dans la salle, des derniers incidents.

Toujours grande affluence dans les tribunes publiques.

A 2 heures 30, M. Floquet ouvre la séance.

La Chambre adopte un projet de loi approuvant un engagement de la France avec la Suisse.

Les conventions douanières.

La Chambre adopte, sans discussion, après déclaration d'urgence, des projets applicables au tarif minimum, à certains produits de la Suisse, et qui terminent les rapports commerciaux entre la France et la Suisse.

M. Herz a dit que cette note avait été écrite par le baron de Reinach, et qu'il n'avait pas vu de documents qui prouvent le contraire.

M. de Reinach et Herz ont été de grands amis, des amis jurés. Je pourrais peut-être raconter un jour des faits qui leur ont été communiés, mais je ne connais aucun avocat et je ne puis les divulguer.

J'ai vu une lettre dans laquelle il était dit : « Il est temps d'arrêter les arrangements. » J'ai vu aussi un mariage de M. de Reinach fils, officier, avec Mlle Cornélius Herz.

Sur une interpellation de M. Bovier-Lapierre, M. Andrieux dit :

« J'ai vu dire qu'on avait la preuve que M. Floquet avait écrit la note de M. de Reinach. C'est une fausseté. M. de Reinach n'a rien dit de la sorte. C'est M. de Reinach qui a écrit la note. M. de Reinach n'a rien dit de la sorte. C'est M. de Reinach qui a écrit la note. M. de Reinach n'a rien dit de la sorte. C'est M. de Reinach qui a écrit la note. »

### LA CONVENTION FRANCO-SUISSE

On adopte d'abord sans opposition, le projet de loi approuvant un engagement de la France avec la Suisse.

Le projet de loi approuvant un engagement de la France avec la Suisse, est adopté.

Le projet de loi approuvant un engagement de la France avec la Suisse, est adopté.

Le projet de loi approuvant un engagement de la France avec la Suisse, est adopté.

Le projet de loi approuvant un engagement de la France avec la Suisse, est adopté.

Le projet de loi approuvant un engagement de la France avec la Suisse, est adopté.

### DISCOURS DE M. BOURGEOIS (Jura)

M. BOURGEOIS quoique libre d'exprimer ses opinions sur le projet de loi approuvant un engagement de la France avec la Suisse, a été très réservé.

M. BOURGEOIS quoique libre d'exprimer ses opinions sur le projet de loi approuvant un engagement de la France avec la Suisse, a été très réservé.

M. BOURGEOIS quoique libre d'exprimer ses opinions sur le projet de loi approuvant un engagement de la France avec la Suisse, a été très réservé.

M. BOURGEOIS quoique libre d'exprimer ses opinions sur le projet de loi approuvant un engagement de la France avec la Suisse, a été très réservé.

M. BOURGEOIS quoique libre d'exprimer ses opinions sur le projet de loi approuvant un engagement de la France avec la Suisse, a été très réservé.

### DISCOURS DE M. VIGIER

M. BOURGEOIS, qui disparaît brusquement de la tribune, succède M. Vigier.

M. BOURGEOIS, qui disparaît brusquement de la tribune, succède M. Vigier.

M. BOURGEOIS, qui disparaît brusquement de la tribune, succède M. Vigier.

M. BOURGEOIS, qui disparaît brusquement de la tribune, succède M. Vigier.

M. BOURGEOIS, qui disparaît brusquement de la tribune, succède M. Vigier.

### DISCOURS DE M. ROLLAND

M. ROLLAND demande à la Chambre de ne pas passer à la discussion des articles.

M. ROLLAND demande à la Chambre de ne pas passer à la discussion des articles.

M. ROLLAND demande à la Chambre de ne pas passer à la discussion des articles.

M. ROLLAND demande à la Chambre de ne pas passer à la discussion des articles.

M. ROLLAND demande à la Chambre de ne pas passer à la discussion des articles.

### DISCOURS DE M. CLÉMENTIEU

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

### DISCOURS DE M. BOURGEOIS

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

### DISCOURS DE M. BOURGEOIS

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

### DISCOURS DE M. BOURGEOIS

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

### DISCOURS DE M. BOURGEOIS

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

### DISCOURS DE M. BOURGEOIS

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

### DISCOURS DE M. BOURGEOIS

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. BOURGEOIS arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

qui doivent résulter pour la France de l'adoption de la loi.

On ne sait pas.

M. Jules Roche. — Je ne demande pas mieux.

La séance est levée à six heures et demie, et renvoyée à demain.

### LE MOUVEMENT PROTECTIONNISTE EN ANGLETERRE

Nous avons déjà vu, dans les différentes conférences agricoles qui ont lieu en Angleterre, passer à une grande majorité des motions en faveur d'un retour au régime protectionniste. Ces motions se sont résumées dans celle qui a été adoptée à la conférence de Londres que nous avons publiée dans le Travail National. Il ne faudrait pas croire que le mouvement protectionniste anglais s'en tienne là.

En effet, le parti conservateur qui lui a donné le jour ne reste pas dans l'inaction. Le correspondant de Londres du Manchester Guardian lui écrit à la date du 12 décembre : « Il est probable qu'au commencement de la session il se formera dans la Chambre des communes un Comité ayant vue sur l'amélioration des intérêts de l'agriculture. Un ou deux comités agricoles ont déjà existé dans les sessions précédentes, mais ce que l'on recherche, c'est actuellement, c'est la formation d'un groupe qui, à tous événements, sera nominativement dépendant de tous partis et qui comprendra tous les membres de la Chambre qui accepteront de faire partie d'un parti général de protection et de défendre les intérêts de ceux qui représentent les terres agricoles. »

Après avoir dit que ce Comité, par une active propagande, cherchera à renverser le gouvernement actuel, le correspondant du Manchester Guardian ajoute qu'il créera un fort mouvement d'opinion pour forcer le prochain gouvernement conservateur à entrer en fonctions avec un programme de protectionnisme. Lord Salisbury, dit-il en fin de compte, s'il renouveau le pouvoir, se séparer de beaucoup de ses amis.

Comme on le voit, la question fait de grands pas et prête à de sérieuses interprétations. Elle avance si rapidement qu'elle a été portée au meeting annuel de l'Union nationale des Associations conservatrices qui s'est tenu mardi dernier à Sheffield, sous la présidence de M. C. B. Stuart Wortley.

Dans le cours de cette réunion, le colonel Howard Vincent, membre du Parlement, a proposé la motion suivante qui a été adoptée à une grande majorité :

« Cette conférence acceptant de tout cœur le principe posé par le marquis de Salisbury « que la première fonction du gouvernement, ses plus importants devoirs, sont de protéger et de défendre la prospérité ou la dépression signifie la différence entre la santé et la maladie, une vie d'espérance et une vie de désespoir pour des millions de nos concitoyens travailleurs », et « déplorant avec force la dépression croissante du commerce et de l'agriculture, la rareté et le chômage des emplois, la récente réduction des droits de douane, la dépression industrielle conséquente, dues en grande partie à la rivalité hostile des pays étrangers, réaffirme les résolutions formulées aux précédentes conférences au sujet de la concurrence étrangère de la loyale aux travailleurs anglais, de l'invasion des étrangers pauvres, et de l'abrogation des traités émanant d'une réduction de faveur par les colonies ; appelle respectueusement et d'urgence l'attention du gouvernement de Sa Majesté sur l'importance de prendre des mesures pour assurer à ces questions un prompt examen et la sérieuse attention de la législature. »

M. Howard Vincent, à l'appui de sa motion, a ensuite établi qu'en novembre 1887, l'Union nationale des Associations conservatrices, a adopté par mille voix contre 12 une résolution relative à cette question, et qu'à Birmingham, l'année dernière, une motion semblable avait été adoptée à une pareille majorité. Une des raisons, et la principale, qui a empêché l'exécution de cette décision est venue, a-t-il dit, du désir de ne pas risquer de rompre l'alliance patriotique entre le parti conservateur et les libéraux unionistes. Aujourd'hui cependant, a-t-il ajouté, le commerce de l'Angleterre a été atteint et que les difficultés causées par les tarifs restrictifs et la concurrence étrangère augmentent, il fallait que le parti conservateur soit soigneusement dans toutes les questions de ce sujet.

Après M. Howard Vincent, le capitaine Bowles a déclaré énergiquement qu'il fallait mettre entre les mains du gouvernement le pouvoir d'augmenter les tarifs restrictifs et de l'Angleterre pas avec réciproque vis-à-vis de l'Angleterre.

Comme nous le disions plus haut, on voit que le mouvement protectionniste s'étend et fait tache d'huile, et l'on peut s'attendre à un revirement complet de la politique économique de l'Angleterre.

### LE HENRI FERRANDI

Paris, 22 décembre. — Plusieurs journaux avaient annoncé la mort du lieutenant Ferrand, blessé au Dahomey. Une dépêche du général Buisson, reçue ce matin, dément cette nouvelle. Le lieutenant est à l'hôpital, mais son état n'est pas désespéré.

### BULLETIN FINANCIER

Paris, 22 décembre. — La bourse escamotant les prochaines vacances de la Chambre s'est montrée très ferme au début. Mais elle a été obligée de se resserrer un peu, et s'est produite des offres qui ne rencontrant pas de contre-partie ont entraîné un recul de toute la cote. Comme cette nouvelle baisse a été précédée d'un marché d'achat incompressible. Aujourd'hui on commence à s'évourner.

Les places étrangères sont plus lourdes. Le 3 0/0 ouvert à 95.35 pour finir à 95.10. Même nuance sur les établissements de crédits qui sont bien tenus d'abord, fléchissent ensuite. Le Crédit Foncier est à 1010. La Banque de Paris est à 765. Le Crédit Lyonnais est à 765.

Les mauvaises tendances générales finissent par influer sur la tenue des fonds étrangers. Du reste, en fin de séance on offre de tout. L'Italien est à 92.25 résistant assez bien. L'extérieure est lourde à 64. Les fonds Ottomans reculent également. L'extrême, le Portugais se tient assez bien. En Banque, l'action privilégiée de la Galicie est assez animée.

On LAVORINO, 22. Place Vendôme.

### CARTES DE VISITES A LA MINUTE.

L'Impimerie du Journal de Roubaix offre, à un prix exceptionnel, aux lecteurs du journal, une boîte contenant cent cartes de visites et 100 enveloppes. (Voir 4<sup>e</sup> page).

Si vous avez des commandes, les porteurs du journal distribueront aux lecteurs des lions imprimés sur lesquels il suffira d'indiquer le genre et le nombre de cartes que l'on désire.

### SITUATION MÉTÉOROLOGIQUE.

Roubaix, 23 déc. — Vent fort barométrique, 762. Température, 4. Hauteur de pluie, 0.5. Direction du vent, N. à N-E. A une heure du soir 1. A cinq heures du soir 0.

### CHRONIQUE LOCALE ROUBAIX

#### TRIBUNAL DE COMMERCE DE ROUBAIX

Election du Dimanche 25 Décembre 1892

De 10 heures du matin à 4 heures du soir

à l'Hôtel-de-Ville de Roubaix

et à l'Hôtel-de-Ville de Lannoy

JUGES :

MM. HENRI CARRE

EMILE BOSSUT

JUGES-SUPPLÉANTS :

MM. STEPHANE WIBAUX

CHARLES LEBORGNE

#### La quatrième conférence du R. P. Lefebvre, à Saint-Martin.

Il y avait environ cent cinquante personnes, jeudi soir, à l'instruction donnée par le R. P. Lefebvre en l'église Saint-Martin. On se rappelle le discours qu'il avait prononcé, il y a quelques jours, l'événement dominical, de la jeunesse, au sein de l'assemblée de la chaire ; il avait annoncé qu'il lui apprendrait les moyens de faire un bon parti. En ces heures générales, effectivement, le R. P. Lefebvre a parlé, dans sa dernière instruction, de la préparation au mariage.

L'orateur a affirmé la nécessité de la préparation qui dépend des principes chrétiens sur le mariage. Quels sont ces principes ? Ils se résument à ceci : le mariage chrétien est un sacrement, c'est-à-dire un sacrement qui a pour fin le bien des époux ; la famille, la fidélité dans la vie commune, et les grâces du Sacrement. L'orateur part de là pour établir le triple devoir qu'auroit à remplir les conjoints, au point de vue de la famille qu'ils fonderont un jour, de la vie commune qu'ils meneront et du Sacrement qu'ils recevront.

L'examen du premier de ces trois points permet au R. P. Lefebvre de donner à ses auditeurs attentifs les principes de la morale chrétienne. Il leur dit que les jeunes gens d'être chastes dès maintenant, car ils doivent cette chasteté à la famille qu'ils vont fonder. Ils la doivent pour donner un corps robuste à l'enfant, pour assurer à ce corps, dès sa naissance, une garde contre les vices du mariage. Les jeunes gens doivent donc se garder de tout ce qui est contraire à la pureté, de tout ce qui est contraire à la chasteté, de tout ce qui est contraire à la pureté, de tout ce qui est contraire à la chasteté.

Après M. Howard Vincent, le capitaine Bowles a déclaré énergiquement qu'il fallait mettre entre les mains du gouvernement le pouvoir d'augmenter les tarifs restrictifs et de l'Angleterre pas avec réciproque vis-à-vis de l'Angleterre.

Comme nous le disions plus haut, on voit que le mouvement protectionniste s'étend et fait tache d'huile, et l'on peut s'attendre à un revirement complet de la politique économique de l'Angleterre.

#### Arrivée de M. Derouède en séance

M. Derouède arrive en séance, ses amis et de nombreux membres de la Chambre.

M. Derouède arrive en séance, ses amis et de nombreux membres de la Chambre.

M. Derouède arrive en séance, ses amis et de nombreux membres de la Chambre.

M. Derouède arrive en séance, ses amis et de nombreux membres de la Chambre.

M. Derouède arrive en séance, ses amis et de nombreux membres de la Chambre.

#### Discours de M. Rolland

M. ROLLAND demande à la Chambre de ne pas passer à la discussion des articles.

M. ROLLAND demande à la Chambre de ne pas passer à la discussion des articles.

M. ROLLAND demande à la Chambre de ne pas passer à la discussion des articles.

M. ROLLAND demande à la Chambre de ne pas passer à la discussion des articles.

M. ROLLAND demande à la Chambre de ne pas passer à la discussion des articles.

#### Arrivée de M. Clémentieu

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

#### Intervention de M. Jules Roche

M. JULES ROCHE (mouvement d'attention). — Le débat peut se poser ainsi. Veut-on conserver nos relations commerciales avec la Suisse ou les rompre ? La procédure que j'ai suivie était la seule qui me fût possible de suivre. La Suisse était déterminée à ne pas accepter d'autres conditions que celles que nous avions consenties, et elle n'avait rien de plus à proposer. Puisqu'il faut tout dire, nous dirons tout. (Mouvement.)

L'orateur cite des documents diplomatiques à l'appui de sa thèse.

M. RIBOT. — Ce sont des documents diplomatiques que je vous prie de ne pas lire.

M. JULES ROCHE. — Je suis tout prêt à ne pas lire ce qu'il ne faut pas lire, mais vous ne permettez de dire que dans l'intérêt de la France...

M. RIBOT. — Je suis tout prêt à ne pas lire ce qu'il ne faut pas lire, mais vous ne permettez de dire que dans l'intérêt de la France...

M. JULES ROCHE. — Je suis tout prêt à ne pas lire ce qu'il ne faut pas lire, mais vous ne permettez de dire que dans l'intérêt de la France...

#### Incident

M. JULES ROCHE. — Nous venons d'être siéger à la tribune, on y porte bien autre chose, devant le pays, (Bruit.)

M. GARNIER. — C'est une guerre de tarifs, attaque des économistes, mais que de mécomptes commerciaux ; ignorez-vous que la Triple Alliance, poussée à la Suisse dans une coalition douanière contre la France, et, par des communications d'un caractère diplomatique, publiées depuis, cette alliance a été rompue, car ces projets ne viennent pas de gouvernements qui se foudraient du jour au lendemain, ils viennent de gouvernements à venir.

M. GARNIER. — C'est une guerre de tarifs, attaque des économistes, mais que de mécomptes commerciaux ; ignorez-vous que la Triple Alliance, poussée à la Suisse dans une coalition douanière contre la France, et, par des communications d'un caractère diplomatique, publiées depuis, cette alliance a été rompue, car ces projets ne viennent pas de gouvernements qui se foudraient du jour au lendemain, ils viennent de gouvernements à venir.

#### Arrivée de M. Clémentieu

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

#### Arrivée de M. Clémentieu

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

#### Arrivée de M. Clémentieu

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

M. CLÉMENTIEU arrive à son banc. Il proteste avec violence, contre l'usage et l'usage avec quelques-uns de ses amis de l'extrême gauche.

qui doivent résulter pour la France de l'adoption de la loi.

On ne sait pas.

M. Jules Roche. — Je ne demande pas mieux.

La séance est levée à six heures et demie, et renvoyée à demain.

### LE MOUVEMENT PROTECTIONNISTE EN ANGLETERRE

Nous avons déjà vu, dans les différentes conférences agricoles qui ont lieu en Angleterre, passer à une grande majorité des motions en faveur d'un retour au régime protectionniste. Ces motions se sont résumées dans celle qui a été adoptée à la conférence de Londres que nous avons publiée dans le Travail National. Il ne faudrait pas croire que le mouvement protectionniste anglais s'en tienne là.

En effet, le parti conservateur qui lui a donné le jour ne reste pas dans l'inaction. Le correspondant de Londres du Manchester Guardian lui écrit à la date du 12 décembre : « Il est probable qu'au commencement de la session il se formera dans la Chambre des communes un Comité ayant vue sur l'amélioration des intérêts de l'agriculture. Un ou deux comités agricoles ont déjà existé dans les sessions précédentes, mais ce que l'on recherche, c'est actuellement, c'est la formation d'un groupe qui, à tous événements, sera nominativement dépendant de tous partis et qui comprendra tous les membres de la Chambre qui accepteront de faire partie d'un parti général de protection et de défendre les intérêts de ceux qui représentent les terres agricoles. »

Après avoir dit que ce Comité, par une active propagande, cherchera à renverser le gouvernement actuel, le correspondant du Manchester Guardian ajoute qu'il créera un fort mouvement d'opinion pour forcer le prochain gouvernement conservateur à entrer en fonctions avec un programme de protectionnisme. Lord Salisbury, dit-il en fin de compte, s'il renouveau le pouvoir, se séparer de beaucoup de ses amis.

Comme on le voit, la question fait de grands pas et prête à de sérieuses interprétations. Elle avance si rapidement qu'elle a été portée au meeting annuel de l'Union nationale des Associations conservatrices qui s'est tenu mardi dernier à Sheffield, sous la présidence de M. C. B. Stuart Wortley.

Dans le cours de cette réunion, le colonel Howard Vincent, membre du Parlement, a proposé la motion suivante qui a été adoptée à une grande majorité :

« Cette conférence acceptant de tout cœur le principe posé par le marquis de Salisbury « que la première fonction du gouvernement, ses plus importants devoirs, sont de protéger et de défendre la prospérité ou la dépression signifie la différence entre la santé et la maladie, une vie d'espérance et une vie de désespoir pour des millions de nos concitoyens travailleurs », et « déplorant avec force la dépression croissante du commerce et de l'agriculture, la rareté et le chômage des emplois, la récente réduction des droits de douane, la dépression industrielle conséquente, dues en grande partie à la rivalité hostile des pays étrangers, réaffirme les résolutions formulées aux précédentes conférences au sujet de la concurrence étrangère de la loyale aux travailleurs anglais, de l'invasion des étrangers pauvres, et de l'abrogation des traités émanant d'une réduction de faveur par les colonies ; appelle respectueusement et d'urgence l'attention du gouvernement de Sa Majesté sur l'importance de prendre des mesures pour assurer à ces questions un prompt examen et la sérieuse attention de la législature. »

M. Howard Vincent, à l'appui de sa motion, a ensuite établi qu'en novembre 1887, l'Union